



### Gers

Pour prendre contact  
avec le NPA du Gers :

Courriel :

[npa32gers@gmail.com](mailto:npa32gers@gmail.com)

Téléphone : 06 86 83 72 40

## CONTRE DE NOUVEAUX ÉLEVAGES INDUSTRIELS DANS LE GERS POUR UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ AU SERVICE DE TOUS

Le NPA du Gers s'oppose aux nouveaux projets d'élevage de poulets industriels de VIVADOUR, néfastes pour les paysans, l'environnement, la santé humaine, le bien-être des animaux, l'emploi et l'image du Gers.

**LES PAYSANS.** Le contrat entre Vivadour et les agriculteurs est léonin. L'investissement est de 230.000€ par exploitation pour un revenu équivalent au SMIC pendant les 12 ans d'amortissement des installations. En cas de marché défavorable c'est l'agriculteur qui verra son revenu amputé et qui prend le risque de tout perdre.

**L'EMPLOI.** D'après la Coordination Rurale, un emploi serait créé dans la filière pour chaque projet. C'est beaucoup moins que dans les filières non industrielles. De plus les conditions de travail sont particulièrement difficiles dans toute la filière : que ce soit dans les élevages (approximativement 30.000 cadavres de poulets morts à ramasser par an !), le transport, l'enlèvement des animaux ou les abattoirs.

**LA SANTÉ HUMAINE.** Les élevages industriels sont de gros consommateurs de produits phytosanitaires et médicaux. Il en résulte des résistances aux antibiotiques chez les animaux mais aussi chez les humains.

**LE BIEN-ÊTRE ANIMAL.** Il est bafoué dans les élevages industriels. Les poulets sont enfermés du premier au dernier jour. Ils sont littéralement entassés (24 poulets au m<sup>2</sup>). Il est difficile de repérer les animaux morts. La croissance des animaux est bien trop rapide ce qui résulte dans des organes qui n'ont pas le temps de se développer assez vite. À la fin de leur vie, de nombreux poulets n'arrivent pas à tenir debout. Le pourcentage de poulets morts avant terme est beaucoup plus élevé que dans les élevages non industriels.

**L'ENVIRONNEMENT.** Les élevages en batterie hors-sol sont en fait des usines à poulets ; ils n'ont rien à voir avec l'agriculture. Rien n'est produit sur les terres de l'agriculteur. Tout doit être transporté (paille, aliment, poussins, etc.). À la fin de chaque bande, le fumier est transporté (dont 30 % à plus de 10 km). Notre département est déjà largement

pollué par les nitrates d'origine agricole et ce type d'installation ne va pas arranger les choses. D'autant que dans le projet, il n'est pas tenu compte des déjections des animaux morts avant l'abattage. Les eaux de lavage des bâtiments seront absorbées par la litière (ce qui n'empêche pas le porteur de projet de considérer le fumier comme sec) : les produits de nettoyage et autres désinfectants seront donc eux-aussi épandus dans les champs. Pour ceux qui douteraient encore des effets néfastes de l'agriculture industrielle, pensez à la Bretagne et ses algues tueuses : est-ce vraiment le modèle que nous voulons suivre dans le Gers ?

**LES NUISANCES POUR LES RIVERAINS** sont multiples : olfactives, sonores, sanitaires... Le dossier technique du projet nous précise que le risque de contamination par des pathogènes est jugé faible, mais bien réel. Le dossier nous précise que les livraisons et les enlèvements se feront de jour mais ne mentionne ni les enlèvements de poulets vifs qui ont lieu la nuit ni les livraisons d'aliment qui se font souvent avant 6 h du matin.

**L'IMAGE DU GERS.** Les promoteurs de ce projet ne sont pas à une contradiction près. M. André Daguin, pas d'ordinaire un chantre de la malbouffe, pense que *ce type d'élevage a son utilité mais qu'il n'est pas nécessaire d'y associer le nom « Gers »*. M. Pierre Buffo (Monsieur « Élevés en plein air, élevés en plein Gers ») estime lui que *le Gers doit faire vivre tous les types de production tout en gardant l'image d'un département de produits de qualité* (nous confirmant ainsi que les projets en question ne concernent pas des produits de qualité). Premier prix de l'hypocrisie ex aequo à tous les deux.

Quant à M. François Durand, de la Coordination Rurale, il assène que *le Gers n'a pas vocation à rester un écomusée paysan pour touristes* : quelle insulte pour tous les agriculteurs gersois qui travaillent dur toute l'année pour le maintien et le développement d'une agriculture de qualité ! M. Durand choisit d'ignorer que les premières victimes du système qu'il soutient sont les paysans eux-mêmes : maladies professionnelles dues à l'usage de pesticides, taux de suicide beaucoup plus élevé que dans les autres milieux

socioprofessionnels, revenus misérables pour tous ceux qui sont asservis à l'industrie agro-alimentaire ou à la grande distribution, baisse de fertilité des terres. Il nous assure que d'autres projets (fermiers ou bio) vont suivre dans quelques années. Cela paraît bien hypothétique alors que la France a un déficit de production en produits bio. Prétendre que ce projet aurait le soutien des locavores est proprement scandaleux. Les locavores veulent acheter des produits locaux de qualité chez des petits producteurs ou sur des marchés.

**APRÈS LA SANTÉ OU L'ÉDUCATION, DES POULETS POUR LES PAUVRES ET DES POULETS POUR LES RICHES ?** Nous laissons le mot de la fin au Président du Conseil Économique Social et Environnemental Régional de Midi-Pyrénées, M. Jean-Louis Chauzy, qui nous explique cyniquement qu'*il faut bien produire des poulets de qualité inférieure pour les pauvres*. Il devrait se remémorer son enfance, à l'époque il n'y avait pas de poulets industriels et les pauvres mangeaient des poulets de ferme.

## LA POSITION DU NPA

Nous avons d'autres ambitions pour les défavorisés et nous pensons que l'accès à une alimentation de qualité produite dans un environnement sain devrait être garanti pour tous. L'agriculture doit vraiment être aux mains des agriculteurs et au service de la population, et non pas sous la domination de la grande distribution, de l'agro-business ou de coopératives qui en ont gardé le nom mais perdu l'esprit il y a bien longtemps. Il est tout à fait possible de nourrir la population mondiale de manière écologique comme de nombreux agriculteurs l'ont montré dans le monde. Les avantages sont multiples :

- fin de la pollution de l'environnement par les pesticides et les engrais chimiques
- une agriculture beaucoup moins dépendante du pétrole (rappelons qu'il faut 3 t de pétrole pour faire 1 t d'engrais azoté)
- une alimentation saine et de qualité qui réponde aux besoins réels de la population
- des campagnes où règne la biodiversité, des paysages non défigurés, des terres qui s'enrichissent au lieu de se dégrader
- des créations d'emplois : la baisse du nombre de paysans n'est pas une fatalité, c'est un choix politique, celui de défendre les petits paysans, les petites et moyennes structures contre les requins de l'agro-business, de la grande distribution et de la spéculation